

L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE 2022

**UNISSONS-NOUS
BÂTISSONS
L'AVENIR**

Bogotá - **Colombia**



Agenda Item 3.2

Rapport du conseil d'administration

Action Required

AG pour examiner, discuter et recevoir le rapport du conseil d'administration.

Report

Lorsque l'IPPF tint son Assemblée générale (AG) en 2019, elle faisait face à une crise de gouvernance qu'il lui fallait résoudre. Heureusement, l'AG de Delhi ouvrit une voie solide. Convoquée par le Conseil de gouvernance de l'IPPF de l'époque sous la devise « L'IPPF change, pour le choix, par choix », l'AG approuvait par consensus des réformes majeures du système de gouvernance et du modèle d'allocation des ressources de l'IPPF. Dans le cadre de ces réformes, un comité de transition accompagna ensuite l'IPPF vers la nomination indépendante de son premier Conseil d'administration. Dans le cadre de sa responsabilité envers les associations membres de l'IPPF, ce Conseil rend aujourd'hui compte à l'AG 2022 qui se tiendra à Bogota.

La pandémie de COVID-19 a frappé juste au moment où le Conseil était nommé, empêchant les administrateur-ric-e-s de se réunir en personne jusqu'à ce que nous le puissions, avec grande joie, en milieu de l'année 2022. Néanmoins, le Conseil d'administration est resté centré sur sa mission clef, à savoir faire avancer la santé, les droits et la justice en matière de sexualité et de reproduction dans le monde entier. Ce bref rapport décrit ce que nous avons fait dans le cadre du mandat ambitieux qui nous a été confié et souligne également les domaines dans lesquels nous devons mieux faire. Il ne s'agit pas ici d'un rapport sur les actions entreprises pour remplir les obligations statutaires du Conseil en matière de surveillance de la performance, de la gestion des risques et de la gestion financière. Ces questions sont traitées ailleurs. Non, ce rapport s'intéresse d'une

part au travail de transformation majeur que nous avons entrepris depuis notre première nomination et, d'autre part, au contexte dans lequel ce travail a été réalisé.

Le contexte mondial de la SDRS a été au centre des préoccupations des administrateur-rice-s. De notre point de vue en tant que Conseil uni, le rôle central de la santé, des droits et de la justice en matière de sexualité et de reproduction pour la dignité et le bien-être de tous est plus évident que jamais. La plus grande génération de jeunes de l'histoire de l'humanité ne fait qu'en souligner la raison. Cependant, ces droits fondamentaux et intimes sont aujourd'hui soumis à une pression intense.

Au cours de notre premier mandat, la pandémie due à la COVID-19 n'a fait que creuser les inégalités, au sein des pays et entre eux. Les réponses des gouvernements et le nationalisme des vaccins ont renforcé les obstacles à la dignité en matière de SSR, obstacles par ailleurs profondément enracinés dans la pauvreté, les préjugés et l'instabilité. De nombreux gouvernements ont failli à proposer des réponses à la pandémie qui auraient tenu compte de la dimension de genre. Ils ont également failli dans leur réponse à la demande d'une prise de conscience mondiale de la justice raciale.

En conséquence, la santé et les droits sexuels et reproductifs ont été le plus souvent mis à mal. Des services de SDRS essentiels ont été considérés à tort comme non essentiels. L'inégalité d'accès aux ressources numériques pour la SDRS persiste. Des obstacles structurels aux soins, à l'information et à l'expression en matière de SDRS subsistent, en particulier pour les personnes de couleur, les autochtones, les personnes LGBTQI+, les adolescent-e-s, les personnes handicapées et les personnes pauvres et marginalisées.

Au cours de cette même période, les conflits en Afghanistan, en Syrie, au Yémen, au Tigré et, cette année, en Ukraine – pour n'en citer que quelques-uns – ont

entraîné des souffrances incalculables. La crise climatique a entraîné des catastrophes humanitaires plus graves et des déplacements massifs. L'insécurité alimentaire s'est intensifiée. Des décennies d'actions inadéquates contre la violence sexiste, auxquelles s'ajoutent les confinements dus à la COVID-19, l'insécurité financière et la surcharge des services sociaux et de santé, ont entraîné une augmentation de la violence et des abus dans les foyers. C'est dans ce contexte que la désinformation, la peur et l'incertitude économique ont été exploitées à des fins de polarisation politique, attisant les flammes de l'autocratie dans toutes les régions du monde.

La décision prise cette année par la Cour suprême des États-Unis de priver les citoyens américains d'un droit constitutionnel à l'avortement est peut-être la régression la plus évidente en matière de SDR, mais elle est loin d'être le seul exemple. C'est pourquoi il faut célébrer l'extraordinaire résistance offerte par la société civile aux attaques contre la SDR. Les mouvements féministes et LGBTIQ+ ont ainsi remporté des victoires remarquables, de l'Argentine et du Chili au Botswana et au Bénin : ils nous ont offert une 'Croix du Sud' qui éclaire la voie pour notre mouvement mondial. Le Conseil d'administration est immensément fier de la présence de l'IPPF au sein d'un si grand nombre de ces luttes. Lorsque la Colombie a signé la 'Déclaration de consensus de Genève' contre la SDR, ce n'est que sous la pression intense de la communauté IPPF qu'elle s'est retirée. Lorsque le Royaume-Uni a adhéré à une déclaration anti-SDR, c'est le plaidoyer de l'IPPF qui l'a obligé à se rétracter. Le militantisme fonctionne. Le plaidoyer fait la différence. Défendre les droits humains est tout simplement essentiel.

C'est dans ce contexte difficile, mais déterminé à faire preuve d'audace dans l'action et à avoir un impact, que le Conseil d'administration s'est efforcé de remplir ses fonctions. Les principaux aspects de ses progrès dans ce domaine

sont résumés ci-dessous, tout en notant que certains éléments de ses obligations statutaires font l'objet d'autres rapports:

1. Moderniser notre gouvernance, la rendre plus agile et plus réactive

En étroite collaboration avec le Comité des nominations et de la gouvernance (merci Neish !), un nouveau Conseil d'administration et quatre comités du Conseil ont été établis et formés à leurs fonctions et leur composition a été renouvelée selon les besoins (voir l'annexe 1 pour la composition). Tous les organes ont travaillé virtuellement pour traduire les réformes de Delhi en règlements et politiques à jour. Nous avons remanié notre agenda pour le rendre plus dynamique, nous avons mis au point et surveillé le plan de travail du Conseil pour nous assurer que nous étions centrés sur notre mission et responsables, et nous avons donné la priorité à l'agilité de l'IPPF face aux changements rapides, en maximisant également la valeur de nos administrateur-riche-s qui émanent et des AM et de l'extérieur.

Nous nous sommes immédiatement trouvés confrontés à des défis majeurs : non seulement la pandémie de COVID-19, mais aussi le retrait du bureau régional de l'Hémisphère occidental de l'IPPF, entraînant en son sillage une poignée d'administrateur-riche-s. Il ne nous a fallu que deux semaines pour approuver des prêts d'un montant de US\$7 millions pour soutenir les AM souffrant de la pandémie et, après avoir appris l'intention du Bureau régional de l'Hémisphère occidental de quitter l'IPPF, moins d'une semaine pour convoquer une réunion extraordinaire du Conseil d'administration qui convint alors de la marche à suivre sous la supervision d'un comité ad hoc du CA. Nous avons réagi avec la même agilité lorsque nous avons appris l'interruption soudaine de nos programmes ACCESS par le FCDO britannique et pris la décision de demander un recours juridique auprès des tribunaux britanniques.

2. Définir l'orientation de la Fédération et maximiser les opportunités créées par le nouveau modèle d'allocation des ressources.

Notre responsabilité la plus importante fut sans doute de préparer une nouvelle stratégie qui sera soumise à l'approbation de l'AG de Bogota. La Stratégie 2028, audacieuse, inspirante et réalisable, a été élaborée dans le cadre du processus le plus consultatif et participatif que l'IPPF ait jamais connu. Notre Comité des politiques, stratégies et investissements (C-SIP) ouvrit la voie, et nous lui sommes extrêmement reconnaissants, ainsi qu'à sa remarquable Présidente et administratrice Abhina Aher. Des dizaines de tables rondes, de webinaires, de consultations nationales, de rapports de recherche, de concours pour les jeunes et d'enquêtes ont permis à des milliers de personnes de s'exprimer et au Conseil d'administration de bien entendre tout cela. Une grande partie de l'AG de Bogota s'articulera autour de la Stratégie 2028 qui en résulte et nous sommes

reconnaissants que le soutien à cette stratégie ait déjà été si bien entériné par le vote indicatif positif des AM.

Le Conseil d'administration et ses comités travaillaient déjà à orienter les ressources vers les priorités désormais reflétées dans la Stratégie 2028. Nous avons utilisé la flexibilité offerte par les Flux de financement 2 et 3 nouvellement créés pour stimuler les investissements non restreints dans : (i) l'avortement médicalisé autogéré (Flux 2, \$4,2 millions pour le Global Care Consortium dirigé par ProFamilia Colombie), (ii) l'engagement des jeunes et les programmes à leur intention (Flux 2, \$2,2 millions pour le consortium dirigé par l'Association Burkinabé pour le Bien-Etre Familial) et (iii) les réponses humanitaires (Flux 3, près de \$2 millions provenant des ressources non restreintes pour compléter le financement restreint en soutien à la réponse d'urgence rapide de plus de 40 AM, et générant à son tour des fonds humanitaires supplémentaires).

3. Centrer notre action sur, avec et pour les jeunes, l'accent étant mis sur l'intersectionnalité

Des crises qui se croisent : les conflits, la précarité, la criminalisation, racisme, l'austérité, la crise climatique : toutes affectent de manière disproportionnée les jeunes, tant leur vie d'aujourd'hui que leurs trajectoires sur des décennies. En réponse à cela, les jeunes sont en train de donner naissance à un nouveau leadership, à de nouvelles pratiques et à de nouvelles conversations, remettant en cause le statu quo et créant des possibilités pour des avenir plus porteurs d'espoir. Quatre administrateur-riche-s (Rosa, Uluk, Surakshya et Jacob) avaient moins de 25 ans au moment de leur nomination ; deux autres (Donya et Sami) étaient des jeunes volontaires d'AM, mais tous les administrateur-riche-s ont travaillé pour mettre les jeunes au cœur de la Fédération. Le financement du Flux 2, l'obligation d'allouer un pourcentage des bons d'assistance technique et 5 % des subventions non restreintes à des initiatives menées par des jeunes témoignent de cet effort, tout comme l'organisation du sommet des jeunes en amont de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration a également donné la priorité aux mesures visant à faire du Secrétariat de l'IPPF une organisation antiraciste. Nous avons publié une déclaration audacieuse sur notre engagement en faveur de l'antiracisme tout en admettant nos échecs passés. Nous avons élaboré, en partenariat avec le Secrétariat et certaines AM, un plan d'action antiraciste transformateur pour le Secrétariat. Sa mise en œuvre est en cours, et nous sommes convaincus qu'il inspirera les AM à prendre des mesures similaires.

4. Accroître la transparence et la responsabilité

Le Conseil d'administration a également travaillé avec le CNG pour accroître transparence et responsabilité. Les membres ont désormais accès à l'ordre du jour et aux documents du Conseil d'administration. Un plan de travail annuel du Conseil permet de mesurer notre performance par rapport aux objectifs convenus, tandis que le CNG a mené des évaluations individuelles et collectives de la performance des administrateur-ric-e-s et du Conseil.

La pandémie a limité notre capacité à nous rendre chez les AM. Cependant, nous avons intensifié nos efforts pour communiquer virtuellement, notamment lors de l'élaboration de la Stratégie 2028 et en amont de l'AG de Bogota.

5. Stimuler la réforme de la gouvernance des AM

La réforme de la gouvernance est également nécessaire à l'échelon des AM, c'est pourquoi il fut si encourageant de voir trois groupes d'AM rejoindre l'initiative de réforme de la gouvernance des AM. Certains changements sont déjà en cours, et d'autres sont prévus. Cependant, afin de demeurer pertinents, crédibles et efficaces, une plus grande réforme de la gouvernance à l'échelon des AM est essentielle au sein de toute la Fédération.

Grâce à notre Comité des membres, nous avons également supervisé la conception d'un « nouveau » processus d'accréditation des AM (cycle IV) aux normes moins nombreuses mais plus solides, avec la possibilité également de réduire les coûts de transaction avec des évaluations virtuelles le cas échéant.

6. Superviser l'échelon exécutif du Secrétariat

Travailler en partenariat stratégique solide avec le Directeur général (DG) fut et est une priorité absolue. Cette collaboration s'est avérée inspirante, productive et très gratifiante. Lorsque le premier contrat de quatre ans du DG est arrivé à son terme, nous avons lancé une évaluation approfondie des performances des différentes parties prenantes avec l'aide du cabinet de conseil externe, Russel Reynolds. Les résultats sont impressionnants, confirmant les compétences, la force et l'intégrité de notre DG. Nous sommes donc ravis qu'il ait accepté ensuite notre offre d'un second et donc dernier mandat. Vous verrez dans son rapport les détails de l'extraordinaire transformation du Secrétariat qu'il a menée au cours de la période considérée, tout en maintenant le financement et le soutien aux AM dans l'une des périodes les plus difficiles de notre histoire.

Ces progrès, grâce à un travail efficace également avec le DG, le Secrétariat et les AM, sont extrêmement encourageants. Toutefois, le Conseil d'administration est tout à fait conscient des défis et des responsabilités qui l'attendent.

Nous comptons sur vous, nos AM, pour nous aider à faire avancer à un rythme soutenu le réalignement stratégique nécessaire pour réaliser le potentiel co-créé par la Stratégie 2028. Nous aurons besoin de votre leadership pour nous orienter vers une nouvelle Charte de la Fédération qui nous rendra mutuellement responsables et comptables et qui pourra également servir de base au renouvellement de la marque IPPF – soit la manière dont nous nous présentons au monde afin de mieux et plus clairement communiquer qui nous sommes, ce que nous faisons, comment nous le faisons, où et pour qui.

Les réformes de gouvernance adoptées par l'AG de Delhi étaient à la fois nécessaires et urgentes. En tant que premier Conseil d'administration issu de ces réformes, nous sommes immensément fiers d'annoncer qu'à notre avis, malgré la douleur et les incertitudes qui ont précédé ces réformes, elles en valaient largement la peine. Notre Fédération est plus forte, plus stratégique, plus agile, plus durable et plus efficace parce qu'elle a changé pour le mieux : pour le choix, par le choix.

Mais rien n'aurait été possible sans les personnes désireuses et capables de faire le travail nécessaire. Nous remercions chaleureusement notre formidable Présidente et les membres du CNG, les Président-e-s et membres des comités du Conseil d'administration, ainsi que toutes celles et tous ceux qui, au sein de l'IPPF, ont œuvré à la réforme de la gouvernance de la Fédération.

L'IPPF dans son ensemble, et le Conseil d'administration en particulier, ont également une énorme dette de gratitude envers notre DG, Alvaro Bermejo, pour

son leadership infatigable, visionnaire et constant. À chaque instant, nous avons grandement bénéficié de ses conseils, de sa remarquable équipe de direction, du personnel dévoué du Secrétariat et des contributions inestimables des personnels des AM dans toute la Fédération. Le partenariat entre les instances de gouvernance et le personnel a été, est et restera essentiel. Lorsque nous respectons les rôles distincts des uns et des autres, lorsque nous travaillons en complémentarité et non en concurrence, lorsque nous agissons dans le cadre d'un partenariat mutuellement respectueux en vue d'atteindre des objectifs communs, il est possible de réaliser de grandes choses pour la SDR. En d'autres termes, lorsque nous nous unissons pour faire progresser les droits, la justice et la dignité dans les sphères intimes de la sexualité et de la reproduction, des millions de personnes en bénéficient. Et c'est le message central de ce Conseil d'administration à nos AM du monde entier : Rassemblons-nous et mobilisons-nous, à Bogota et au-delà, pour construire un monde où toutes et tous peuvent jouir de la santé, des droits et de la justice en matière de sexualité et de reproduction.

ANNEX 1. CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITES DU CONSEIL (en date du 14 septembre)

Conseil d'administration			
Kate Gilmore	External	Sami Natsheh	Palestinian Family Planning and Protection Association
Bience Gawanas	External	Surakshya Giri	FPA Nepal
Abhina Aher	External	Donya Nasser	Planned Parenthood Federation of America
Isaac Adewole	External	Aurelia Nguyen	External
Rose Marie Belle Antoine	FPA Trinidad and Tobago	Andreas Pager	New Zealand Family Planning Council
Rosa Ayong Tchonang	Cameroon National Assoc. for Family Welfare	Elizabeth Schaffer	External
Ulukbek Batyrgaliev	Reproductive Health Alliance of Kyrgyzstan		
Santiago Cosio	Mexfam (Mexico)		
C-FAR (Comité d'audit, des finances et des risques)			
Elizabeth Schaffer	External	Maisarah Ahmad	Federation of Reproductive Health Associations Malaysia
Bience Gawanas	External	Nicolette Loonen	Rutgers (Netherlands)
Judith Maffon Gbehinto	Association Béninoise pour la Promotion de la Famille	Lakshan Seneviratne	FPA Sri Lanka
Comité des membres			
Donya Nasser	Planned Parenthood Federation of America	Jossy Délicia Dukere	Burundian Association for Family Welfare
Ulukbek Batyrgaliev	Reproductive Health Alliance of Kyrgyzstan	Ann Hendrix-Jenkins	External
Amadou Bah	Association Guinéenne pour le Bien-Etre Familial	Vinod Kapoor	FPA of India
		May Myint	Myanmar Maternal and Child Welfare Association

C-SIP (Comité des politiques, stratégies et investissements)			
Abhina Aher	External	Gurminder Singh	FPA India
Santiago Cosio	Mexfam (Mexico)	Amelia	Mozambican Association for Family Development
Petra Bayr	External	Zawangone	
Tarah Demant	External	Ritika Dhall	Donor representative
Yueping Guo	China FPA	Chipo Gwanzura	IMAP Chair
C-TAR (Comité technique de l'allocation des ressources)			
Isaac Adewole	External	Chehak Bhatia	FPA India
Sami Natsheh	Palestinian Family Planning and Protection Association	Christopher Kamau	External
Nynke Renske van den Broek	External	Diana Abou Abbas	External